

# Pôle emploi, une danse kafkaïenne fantastique !

*« Peut être est-ce encore l'innocence qui réussit le plus facilement en ce monde à travers le chaos des éléments,... » La Métamorphose Kafka*

Pôle emploi est un organisme unique qui est né de la fusion de l'ANPE et des Assedic le 19 décembre 2008. Ce pôle emploi doit être le symbole de la réussite du gouvernement Sarkozy.

En tout cas, son lancement officiel arrive en période peu propice car la crise économique qui fait rage depuis septembre 2008, entraîne une augmentation fulgurante du nombre de chômeurs. A l'heure où nous écrivons toute la structure est saturée, 68000 dossiers en attente de traitement. Pour un début, c'est pas mal ! D'ailleurs nous allons voir tout au long de notre développement, à quel point cette contre-réforme est le reflet de tous les fiascos de l'agité qui nous sert de Président.

## **Fiasco number zero: L'alliance sous influence US**

Le mariage forcé de l'ANPE et de l'Assedic est à l'image de ce qui se passe dans le pays depuis l'élection de Nicolas Sarkozy : « Soumission et Allégeance » aux intérêts financiers américains. En effet, ce sont deux sociétés américaines, Mc Kinsey et Accenture, spécialisées dans le conseil en management aux entreprises, qui ont été choisies pour la mise en place de cette fusion. Le coût d'intervention facturé à l'Etat est de huit Millions d'euros complaisamment distribués par la ministre de l'économie. Pôle Emploi, dans sa conception, est donc soumis aux intérêts et logiques américains. La probabilité pour que ce soit les dogmes néolibéraux des multinationales US qui soient appliqués, ne fait aucun doute. Competition, bénéfice, performance, rentabilité et concurrence doivent être les mots sacrés de la nouvelle institution. Ces axes libéraux, pour rappel, sont tous responsables de la ruine et de la faillite des USA et de leurs multinationales. De quoi avoir des doutes sur les compétences de ces sociétés US. Ce doute a été largement confirmé face à leurs incapacités à prévoir l'augmentation du chômage dans l'organisation structurelle de Pôle Emploi. US go home !

## **Fiasco number one: chaut brulant sur les chiffres**

Tous les baromètres des chiffres du chômage sont au rouge : on s'attend déjà à 400 000 chômeurs de plus pour l'année 2009. Alors qu'en 2008, malgré la baisse artificielle des chiffres du chômage avec les radiations abusives de l'A.N.P.E., la crise économique a entraîné une augmentation de 1,5 % du nombre de chômeurs, cela représente 200000 inscriptions de plus. Les conséquences pour Pôle Emploi deviennent ingérables. Les conseillers ou agents se retrouvent avec 180 à 200 dossiers de demandeurs d'emploi à gérer alors que l'objectif affiché par le gouvernement était de 60 candidats suivis par agent. En effet, belle réussite !

## **Fiasco number two : licenciements déguisés**

Pendant ce temps-là, à l'intérieur de Pôle Emploi, on assiste à un sérieux élagage des directeurs régionaux puisqu'il n'y avait pas de postes pour tout le monde dans la nouvelle structure. En effet, la course à l'échalote s'est soldée par un gagnant sur deux. Les perdants ont eu droit soit à une mise à la retraite soit à un joli petit chèque. Dernièrement, rebelote sur les directions départementales où on refait le tri entre les bons et les mauvais directeurs. Cette pression sur les nominations va se répercuter demain sur les directeurs d'agences puisque c'est à leur tour d'être éliminés ou pas. Ainsi, le jeu libéral de la sélection impitoyable finit par tomber sur tout le monde. A tel point que cela fait dire aux syndicats: « cette précipitation sur les nominations engendre une dégradation qui va se répercuter sur l'ensemble du personnel... »

## **Fiasco number tree : les salariés trinquent**

On le sait, la fusion anpe-assedic grave dans le marbre le mariage de la carpe et du lapin ou pour faire simple de l'ordonateur et du payeur. Cet oximore se répercute sur le statut des salariés qui pour certains sont issus du privé (assedic), alors que les autres sont issus du public (Anpe). Résultat des courses dans un an tout le monde passera en statut privé ce qui impliquera une gestion des ressources humaines façon multinationale. Pôle emploi sera alors un modèle de gestion capitalocompetitive, ce qui est un comble pour un service encore public. De plus la dégradation des conditions de travail des salariés actuellement aggravée par la crise économique impose un rythme de plus en plus insoutenable. Les syndicats ont bien tenté d'appeler à des grèves unitaires pour la revalorisation salariale, l'augmentation des effectifs, l'amélioration

des conditions de travail et de réception des « usagers-clients » mais celles-ci ont été peu suivies sauf le 1er décembre 2008 où 60% des effectifs étaient en grève.

#### **Fiasco number four : On ferme, comme certains disent on sold**

La chanson était trop belle: « on ne fermera rien, on travaillera à effectif constant » claironnait Christine Largarde. La réalité : sur 1542 sites d'agence et antennes on passera en fin 2009 à 956 sites, soit 38% de fermés. Le réseau de pôle emploi passe à l'essoreuse et est obligé de faire une cure d'amaigrissement. Ces réductions de sites sont en fait des fusions entre des sites concomittents. Dans la région Paca par contre, on assiste aussi, à la fermeture pure et simple de petits points d'accueil au public essentiels pour maintenir la proximité des lieux *et le lien social. On les remplacera sûrement par des visio-guichets.* L'esprit de la fusion est ainsi dévoilé au grand jour. On vous ment sur toute la ligne.....

Le problème de la gestion des sites et donc de l'immobilier est aussi financier. C'est pourquoi le président de l'Unedic, Roux De Bezieux a entamé un bras de fer avec l'état. La fusion met à disposition de Pôle emploi plus de 400 locaux venant de l'Assedic dont l'Unedic est propriétaire. Un loyer de 50 millions d'euros sera donc versé à l'Unedic sur l'argent loué par l'état à Pôle emploi. Tandis que l'Unedic versera à Pôle emploi 10% des cotisations d'assurance chômage. La gestion de l'immobilier est un révélateur des pratiques financières de la nouvelle institution. A tel point qu'ils en sont arrivés à la constitution « d'une société civile immobilière commune à Pôle emploi et à l'Unedic qui sera détentrice de l'ensemble des biens immobiliers nécessaires à l'accomplissement des missions de Pôle emploi ». Pôle emploi, demain, sera à n'en pas douter un as de la spéculation immobilière.

#### **Fiasco number five : les clients vont déguster**

Pour les chômeurs, ça ne va pas être triste non plus. Dans le nouveau langage de conception économique, ils sont devenus des clients mais loin d'être rois. On les considère encore comme la quatrième roue du carrosse. On ira jusqu'à légiférer leur sort. En effet la loi Droits et Devoirs des demandeurs d'emploi, voulue par le gouvernement Sarkozy institue la radiation. Pôle Emploi a désormais un cadre législatif pour faire baisser les chiffres du chômage. On a donc désigné, déjà, la porte de sortie aux futurs clients. Force est à la loi, n'est-ce pas ?

D'ailleurs on se préoccupe si peu des nouveaux clients que même leurs organisations représentatives ont été pratiquement évacuées de la mise en place de Pôle Emploi. Au niveau national, seules trois réunions ont eu lieu et jusqu'à présent aucune réunion n'a été proposée au niveau régional. En revanche, nous savons qu'un conseil régional de l'emploi a été mis en place dans toutes les régions afin, je cite : « de donner un avis sur la convention annuelle entre l'Etat et le Pôle emploi qui détermine ses objectifs quantifiés. » Mais là encore, les organisations de chômeurs n'y sont pas conviées.

La volonté serait-elle de rendre invisible l'existence des chômeurs et la réalité du chômage ? Dans la conception sublimée du libéralisme, on peut comprendre ainsi la création du concept de client. Il est si facile de faire disparaître une réalité gênante en manipulant le verbe !

Cette logique fait que le consommateur doit payer, ce qui poussé au paroxysme, a entraîné le scandale du numéro 3949 de Pôle Emploi. En effet l'institution facture la communication 11 centimes d'euros la minute depuis un téléphone fixe et le prix peut monter à plus d'un euro la minute chez certains opérateurs de mobiles. Amusez-vous à calculer ce que rapporte le nombre des demandeurs d'emploi à la nouvelle institution. D'autre part le choix de la gestion par la machine permet d'augmenter la productivité économique imposant ainsi à un service encore public des logiques entrepreneuriales capitalistes. Demain, à n'en pas douter c'est sur un écran de visio-guichet que seront effectués les contrôles mensuels. Non seulement on remplace l'homme par la machine mais en plus cette déshumanisation permet à Pôle emploi de faire des bénéfices annuels. Vous avez dit scandaleux !

Cerise sur le gâteau, on a appris dernièrement, par le Directeur Général de Pôle Emploi que 50 000 « clients » seront donnés en pâture à des structures sous-traitantes privées qui ont pour logique de faire du fric et non du social. Ces cabinets privés, amis de l'Unedic et donc du MEDEF, vivaient déjà des fonds de l'assurance chômage qui leur étaient impartis au lieu d'être alloués à l'indemnisation des demandeurs d'emploi. A noter que cette gestion privée du placement est loin d'être aussi efficace que le service public;

pôle emploi offre donc de l'argent à des service privés incompetents. En Aquitaine, nous savons qu'une agence d'interim s'est ouverte : « Fifty » avec l'accord de Pôle Emploi. Au paradis des rapaces, Pôle Emploi est le maître des clés !

Un élément, supplémentaire qui est passé pratiquement inaperçu, le mois dernier, c'est la nomination du médiateur , en la personne de Benoît Génuni. Il doit être l'interface entre le client et pôle emploi au bénéfice du demandeur d'emploi. En tout cas c'est ainsi que le gouvernement sarkozy a vendu ce concept. La réalité est bien différente. Stratégiquement ce mediateur à été le president d'Accenture, société Américaine de management financés par des intêrets americains. Accenture est la société qui au niveau national est responsable de la mise en place de Pôle Emploi. Benoit Génuni est aussi le président de l'association des solidarités actives et en cela le grand ami de Martin Hirsch. On peut même penser que c'est lui qui a implusé l'idée du RSA. Vous savez ce revenu qui remplace le RMI et que l'on coupera demain à tout client radié de pôle emploi. Ce qui va jeter à la rue des millions de personnes. Ce mediateur est un fantoche à la solde d'intêrets financiers americains.....

Autre valeur libérale : le sécuritaire. Pôle emploi n'y échappe pas. Ce qui fait dire à tous les agents de cette nouvelle structure que c'est en fait une police sociale qui se met en place. En effet, l'inscription à Pôle Emploi ne peut se faire désormais qu'en présentant une carte d'identité valide à l'agent qui vous reçoit. Cet acte transforme les salariés en agents de police et ceci depuis qu'une circulaire a été appliquée aux Assedics. Le contrôle va même jusqu'à la vérification de la validité de la carte d'identité à l'aide de boîtiers spéciaux. Toutefois, sachez qu'une circulaire n'a pas force de loi et qu'en aucun cas, ils ne peuvent refuser une inscription.

Mais depuis peu, ils ont trouvé mieux. Via le système informatique, une transmission automatique des dossiers des non-européens est directement envoyée à la préfecture. Ce contrôle, voulu par le gouvernement, est totalement déconnecté de la responsabilité humaine car géré par la machine. Pôle Emploi, avec cette méthode, deviendrait donc la première police électronique permettant tous les contrôles sociaux et dénonciations nominales. Bienvenue à collabo-land.

Comme on peut l'analyser la raison pour laquelle le gouvernement a lancé cette fusion est d'ordre économique et non pour faciliter la vie des chômeurs comme il le laisse entendre. La question qu'il est honnête de se poser face à la démonstration qui vient d'être faite est la suivante : « comment Pôle Emploi va-t-il pouvoir gérer toutes ces contradictions face à la réalité de l'explosion du chômage ? ». Pour l'instant, cette mise en place n'est pour nous qu'un fiasco libéral qui a permis au gouvernement Sarkozy de se cacher derrière la défense du service public, tout en mettant en oeuvre le contraire. On assiste d'ailleurs, à la naissance d'une entreprise de service totalement privatisée qui fera bientôt payer ses futurs clients pour avoir le droit d'accéder à un emploi. Ce qui fait dire à certains : « Pôle Emploi, demain, sera une agence interim de plus ». Une agence d'interim au capital de 34,5 milliards d'euros par an !

Bordeaux le 24 fevrier 2009

Joelle Moreau pour AC! Gironde

Les sources principales de tous les éléments ont été trouvées sur le net et principalement les sites de presse.